

<https://www.paris-normandie.fr/id508096/article/2024-03-28/menaces-contre-les-lycees-nic...>

Par Paris-Normandie

7 min read

Menaces contre les lycées : Nicole Belloubet « suspend » la messagerie de tous les ENT

Suite aux menaces d'attentats envoyées à plusieurs collèges et lycées à travers la France, le plus souvent via la messagerie des espaces numériques de travail, la ministre de l'Education a annoncé ce jeudi soir la suspension de ces messageries.





Publié: 28 Mars 2024 à 21h53 Temps de lecture: 3 min

Depuis une semaine, plusieurs collèges et lycées à travers la France, notamment en Picardie, sont la cible de menaces d'attentats envoyées le plus souvent via la messagerie des espaces numériques de travail. La ministre de l'Éducation a annoncé jeudi soir la suspension de ces messageries.

« Nous allons suspendre la messagerie dans les ENT, parce qu'il faut, en tout cas à titre préventif, arrêter » ces événements, « jusqu'aux vacances de printemps sans doute », a déclaré Nicole Belloubet sur RTL. Et ce afin que « nous puissions réinitialiser les comptes de nos élèves et sécuriser davantage » l'accès à la messagerie des ENT.

L'ENT est un espace numérique qui sert de lien entre enseignants, élèves et parents.

Couper l'accès à la messagerie a déjà été décidé dans plusieurs régions, depuis le début de cette vague de menaces. Ainsi, jeudi matin, la présidente de la Région Pays de la Loire a annoncé sur X avoir décidé, avec la rectrice d'académie, de couper cet accès à tous les lycéens de la Région.

Une décision prise « après que des messages contenant des menaces terroristes et une vidéo de décapitation ont été reçus par des élèves du lycée Jean-Perrin de Rezé », en Loire-Atlantique, a-t-elle détaillé. « Nous avons agi au plus vite pour préserver nos enfants de ces horreurs, qui visent à semer la terreur et à choquer les consciences ».

Selon la proviseure du lycée Jean-Perrin, citée par Ouest France, le message faisait référence à l'État islamique et menaçait de faire exploser l'établissement dans la journée, avec un lien vers la vidéo d'une scène de décapitation.

Un mineur interpellé

« Les personnes qui émettent de tels messages seront poursuivies et seront sanctionnées », a encore dit la ministre sur RTL. « La justice est sévère sur les fausses alertes à la bombe et sur ce type de messages malveillants ».

Selon une source proche du dossier et le parquet de Paris, un mineur de 17 ans a été interpellé et placé en garde à vue jeudi à Malakoff dans les Hauts-de-Seine, dans l'enquête sur les piratages des plateformes numériques d'établissements scolaires (ENT).

Depuis le milieu de semaine dernière, plus de 150 établissements situés dans vingt académies au total à Paris et en régions, selon le ministère, ont été visés par des menaces d'attentats transmises via les ENT. Des plaintes ont été déposées et des enquêtes ouvertes.

Une vidéo de décapitation a notamment été envoyée à plusieurs établissements.

Jeudi après-midi s'est tenue une réunion au ministère de l'Éducation sur la sécurité numérique en milieu scolaire, pour définir « une feuille de route partagée visant à mieux sécuriser les espaces numériques de travail et les logiciels de vie scolaire, à court et moyen terme », selon la rue de Grenelle.

« Avec les représentants des élus et les éditeurs, nous allons déployer un véritable bouclier numérique », a promis Nicole Belloubet sur X.

Ces tensions interviennent alors que le proviseur d'un lycée parisien a annoncé cette semaine quitter son poste, quelques mois avant sa retraite, après des semaines de menaces de mort sur internet, suite à une altercation avec une élève pour qu'elle enlève son voile. Un départ anticipé qui a causé un vif émoi chez les enseignants et au sein de la classe politique.

La Grande Mosquée de Paris a dit jeudi sa « profonde inquiétude » après les menaces ayant visé plusieurs écoles ou encore contre le proviseur du lycée Ravel, et a exhorté les musulmans à apporter « soutien » et « bienveillance » aux enseignants.